EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 21 octobre 2011

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 110 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Michel AMBROSINO - Christian AMIRATY - Sylvie ANDRIEUX - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-Luc BENNAHMAS - Jean-Marc BENZI - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Alexandre BIZAILLON - Olivier BLANC - Patrick BORE - Miloud BOUALEM - Joëlle BOULAY - Valérie BOYER - Jean BRUNEL - Vincent BURRONI - Philippe CAMILLIERI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Vincent COULOMB - Alain CROCE - Didier DAVITIAN - Jean-François DENIS - Nicole DESMATS - Pierre DJIANE - Jacqueline DURANDO - Joël DUTTO - Victor Hugo ESPINOSA - André ÉSSAYAN - Jean-Pierre FOUQUET - Mireille FOURNERON - François FRANCESCHI - France GAMERRE - Didier GARNIER - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Gérard GUISSANI - Robert HABRANT - Haouaria HADJ CHICK - Bernard JACQUIER - Catherine JALINOT - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Abdelwaab LAKHDAR - Eric LE DISSES - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Christophe LOPEZ - Christophe MADROLLE - Patrick MAGRO - Robert MALATESTA - René MALLEVILLE - Christophe MASSE - Jacqueline MAURIC - Christian MAYADOUX - Patrick MENNUCCI - Lucien MERLENGHI - Danielle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - André MOLINO - Yves MORAIN - Bernard MOREL - Sylvie NESPOULOUS - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX - Jérôme ORGEAS - Frédéric OUNANIAN - Gilles PAGLIUCA - Marie-Madeleine PANCHETTI - Benoît PAYAN - Gerard PEPE - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Guy PONTOUS - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre RAVOUX - Jean-Louis RIVIERE - Georges ROSSO - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Philippe SAN MARCO - Gérard SBRAGIA - Pierre SEMERIVA - Christel SIMONETTI-ACHARD - Paul SORGE - Maurice TALAZAC - René TAVERA - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Claude TORNOR - Jean-Paul ULIVIERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Charles VIGNY - Clément YANA - Karim ZERIBI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Francis ALLOUCH représenté par Eugène CASELLI - Gérard BISMUTH représenté par Michelle GUEYDAN - Roland BLUM représenté par Mireille FOURNERON - Sylvia BONIFAY représentée par Alain CROCE - Xavier CACHARD représenté par Maxime TOMMASINI - Patricia COLIN représentée par Eric LE DISSES - Jean-Marc CORTEGGIANI représenté par Myriam SALAH-EDDINE - Claude DAUMERGUE représenté par Gilles PAGLIUCA - Eric DI MECO représenté par Jean-Marc BENZI - Eric DIARD représenté par Robert HABRANT - Frédéric DUTOIT représenté par Joël DUTTO - Bernard GIRAUD représenté par Fabrice JULLIEN-FIORI - Martine GOELZER représentée par Jean BRUNEL - Vincent GOMEZ représenté par Marie-Thérèse MINASSIAN - Gérard GRAUGNARD représenté par Lucien MERLENGHI - Paul HUBAC représenté par Jean-Paul ULIVIERI - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Laurence JOUANDON représentée par Guy PONTOUS - Mourad KAHOUK représenté par Jacqueline MAURIC - Albert LAPEYRE représenté par Gerard PEPE - Alain LAURENS représenté par Clément YANA - Antoine LORENZI représenté par Jean-Pierre RAVOUX - Marie-Louise LOTA représentée par Sabine BERNASCONI - Myriam MALLIA représentée par Gabriel PERNIN - Jean-Paul MARIA-FABRI représenté par Marie-Thérèse CARDONA - Henri MATTEI représenté par Patrick BORE - Martine MATTEI représentée par Frédéric OUNANIAN - Jean MONTAGNAC représenté par Henri RUGGERI - Jean-Louis MOULINS représenté par Maurice TALAZAC - Renaud MUSELIER représenté par Jérôme ORGEAS - Christine ORTIZ représentée par Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX - Pierre PENE représenté par René TAVERA - Roland POVINELLI représenté par Vincent COULOMB - Jean-Pierre REPIQUET représenté par Charles VIGNY - Antoine ROUZAUD représenté par François-Noël BERNARDI - Guy TEISSIER représenté par Lionel ROYER PERREAUT - André VARESE représenté par Marie-Madeleine PANCHETTI - Jean VIARD représenté par Sylvie ANDRIEUX.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Sonia ARZANO - Jean-Louis BONAN - René CAMPIONI - René CANEZZI - Jean-Claude GAUDIN - Laurent LAVIE - Michel LO IACONO - Jacques ROCCA SERRA - Daniel SIMONPIERI.

Monsieur Le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

FCT 008-603/11/CC

■ Conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole **DBP 11/7078/CC**

Monsieur le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Communauté le rapport suivant :

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale peuvent accorder des garanties d'emprunt dans les conditions définies aux articles L2252-1 à L2252-5 du CGCT.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a été sollicitée pour accorder sa garantie pour des emprunts contractés par des bailleurs sociaux, des sociétés d'économie mixte ou des établissements publics locaux. La présente délibération a pour objet de définir les opérations éligibles à de telles garanties, les modalités dans lesquelles celles-ci pourraient être consenties, ainsi que les règles prudentielles cumulatives que l'ensemble de ces garanties devront respecter.

Destinées à protéger les collectivités territoriales des risques liés aux garanties ou cautionnements, des règles prudentielles ont été définies par le législateur. Le cœur du dispositif de réduction et de dilution des risques défini par la loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" repose sur le respect cumulatif des trois règles prudentielles suivantes :

1. la règle du potentiel de garantie (plafonnement global) : la somme du remboursement de la dette propre d'une collectivité ajoutée des annuités qu'elle a garanties est plafonnée à 50 % de ses recettes réelles de fonctionnement (du budget auquel est rattaché la garantie) ;
2. la règle du partage du risque (plafonnement par opération) : une personne morale de droit privé ne peut être garantie au maximum qu'à hauteur de 50 % par une ou plusieurs collectivités ;
3. la règle de division du risque (plafonnement par débiteur) : une commune ne peut consacrer plus de 10 % de sa capacité à garantir au profit d'un même débiteur.

Pour préserver sa solvabilité financière et sa capacité à emprunter aux meilleures conditions dans un contexte de resserrement de l'offre de crédit aux collectivités locales et de renchérissement de son coût, la Communauté Urbaine choisit de mettre en place un cadre rigoureux de gestion prudentielle des garanties qu'elle pourra consentir, défini dans un "règlement relatif aux conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts par MPM" annexé à la présente délibération. Les grands axes du règlement sont :

- la priorité accordée aux opérations concernant des logements sociaux conventionnés ou à conventionner, en cohérence avec la délibération RNOV 001-1611/09/CC du 9 novembre 2009 relative aux modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social,
- la définition de règles prudentielles plus exigeantes que celles définies par la réglementation, notamment la loi Galland susvisée :
 - ✓ potentiel de garantie limité à 30% des recettes réelles de fonctionnement du budget de rattachement (y compris les annuités relatives au logement social),
 - ✓ plafonnement de la quotité garantie à 45% pour les opérations relatives à des projets de logements sociaux portés par les communes membres,
 - ✓ et plafonnement par débiteur à 10% de la capacité à garantir (soit 3% des recettes réelles de fonctionnement du budget de rattachement),
 - ✓ plafond annuel de prise de garantie limité à 30 M€,
- la limitation des index des emprunts susceptibles d'être garantis aux taux fixes ou indexés sur le livret A,
- la prise de sûretés,

- l'attribution, conformément à la réglementation, d'un contingent réservataire de logements au profit de la Communauté Urbaine en contrepartie des garanties qu'elle consentira à des opérations relatives au logement social, à l'exclusion des résidences sociales et des opérations consacrées à l'hébergement et au logement temporaire.

Monsieur le Président propose au Conseil de Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- La délibération n°FAG 5/519/cc du 26 juin 2006 sur l'intérêt communautaire ;
- La délibération n°RNOV 001-1611 /09/CC du 9 novembre 2009 relative aux modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération n°RNOV 002-1812/09/CC du 18 décembre 2009 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social.

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, de définir les modalités, et les règles prudentielles d'attribution des garanties d'emprunt pouvant être accordées dans le cadre de l'exercice de ses compétences.
- L'intérêt de compléter sa politique de l'habitat par un soutien renforcé à la production de logements sociaux

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Est approuvé le principe de garantir des emprunts dans le cadre des compétences de MPM.

Article 2

Est approuvé le règlement ci-annexé définissant les modalités de mise en œuvre de ces garanties.

Pour Visa,
Le Vice-Président Délégué
aux Finances et Budget

Jean-Pierre GIORGI

Pour Présentation,
Le Président Délégué de la Commission
Fonctionnement de la Communauté Urbaine

Vincent COULOMB

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI